



Élections 2025 – Association canadienne de la distribution de fruits et légumes Questions aux partis politiques

Au sujet de l'ACDFL

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL), dont le siège social se trouve à Ottawa, est un organisme à but non lucratif qui représente des entreprises actives dans la commercialisation de fruits et légumes frais au Canada, depuis les étapes de la production jusqu'à leur distribution aux consommateurs, couvrant l'ensemble du secteur des fruits et légumes. Les membres de l'Association comprennent les principaux producteurs, expéditeurs, emballeurs et négociants; importateurs et exportateurs; sociétés de transport et de logistique; courtiers, distributeurs et grossistes; détaillants et distributeurs de services alimentaires; et les exploitants et transformateurs de légumes et de fruits fraîchement coupés. Fondée en 1925, l'ACDFL est fière de représenter les membres canadiens et internationaux qui sont responsables de 90 % des ventes de fruits et légumes frais au Canada.

Vous trouverez ci-dessous les principales questions auxquelles le secteur des fruits et légumes attend des réponses et une direction de la part des partis politiques fédéraux du Canada. **Nous vous prions d'y répondre avant la fin de la journée du mercredi le 23 avril** car nous espérons pouvoir transmettre les réponses reçues à nos membres et les publier sur notre site Web. Vous trouverez de plus amples renseignements sur nos demandes dans notre [Résumé d'élaboration de plateforme politique](#), que nous avons joint au présent questionnaire.

Faire de l'alimentation une priorité fédérale

Les aliments sont au cœur de nos maisons, de nos collectivités et de notre économie. La chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes contribue au PIB du Canada à une hauteur de près de 15 milliards \$ et soutient plus de 185 000 emplois dans tout le pays, et nous continuerons à jouer un rôle économique prépondérant à l'avenir. Parallèlement, l'incertitude politique croissante qui entoure nos relations avec notre plus important partenaire commercial, une série de perturbations portuaires, des phénomènes météorologiques de plus en plus violents et les préoccupations continues des consommateurs concernant le coût des aliments contribuent tous aux difficultés importantes qu'éprouve le secteur canadien des fruits et légumes frais. Le secteur des fruits et légumes frais a besoin d'un soutien fédéral accru pour faire de l'alimentation une priorité fédérale et pour créer les conditions nécessaires à des activités durables sur les plans environnemental, social et économique au Canada, tout en assurant sa compétitivité sur le marché mondial.

1. Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à soutenir un système alimentaire renforcé et une sécurité alimentaire pour tous les Canadiens en adoptant une perspective pangouvernementale axée sur l'agriculture et la production de denrées alimentaires et en faisant de la production de denrées alimentaires et de l'accès aux aliments une priorité pangouvernementale dans la législation, les politiques et la gestion des crises?

Faire progresser les intérêts du Canada dans le commerce international

Pour veiller à la viabilité du système alimentaire canadienne, il nous faut une solide stratégie nationale et globale. Le commerce international libre et équitable de fruits et légumes frais offre d'excellentes possibilités de croissance économique aux entreprises canadiennes et permet aux Canadiens d'avoir accès à des fruits et légumes frais et sains toute l'année. Pour accroître l'accès aux marchés et la durabilité du secteur des fruits et légumes frais du Canada, toutes les parties prenantes doivent reconnaître les systèmes de salubrité des aliments et uniformiser la réglementation relative aux pesticides, aux produits et aux limites des résidus de pesticides afin d'éliminer les dédoublements coûteux. Tout doit être mis en œuvre pour supprimer les obstacles réglementaires inutiles au commerce et de favoriser la compétitivité des produits canadiens.

2. Si votre parti devait former le gouvernement, votre parti s'engage-t-il à consacrer des ressources gouvernementales fédérales à l'avancement du programme de commerce libre et équitable du Canada, à retirer les obstacles réglementaires qui entravent la compétitivité du Canada sur le marché mondial et à accroître les efforts de reconnaissance mutuelle avec d'autres pays commerçants importants?
3. Votre parti s'engage-t-il à mener des consultations continues et régulières avec notre secteur ainsi qu'avec l'administration Trump pour garantir une réponse forte à toute mesure commerciale prise à l'encontre du Canada et pour insister sur l'importance d'un commerce libre et équitable dans toute l'Amérique du Nord?
4. Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à accorder la priorité à la mise en œuvre du projet de loi C-280, la *Loi sur la protection financière pour les producteurs de fruits et légumes frais*, afin de fournir aux vendeurs de fruits et légumes une protection financière essentielle?

Accroître la consommation de fruits et légumes pour des collectivités en meilleure santé

Même avant les récentes pressions inflationnistes sur le coût des aliments, année après année, les Canadiens consommaient de moins en moins de légumes et de fruits, avec des conséquences sanitaires et économiques importantes. Comme la consommation de fruits et légumes permet de réduire les risques de nombreuses maladies chroniques, il est évident que le fait de soutenir l'accès à des aliments nutritifs dans toutes les régions du pays peut contribuer à la santé et au bien-être de nos collectivités tout en réduisant considérablement les dépenses en soins de santé du gouvernement. Des politiques gouvernementales fondées sur des preuves et proposant un accès égal aux fruits et aux légumes selon une approche de type « La nourriture comme remède » sont nécessaires pour apporter une solution efficace à ce problème. La campagne [Visez la moitié pour votre santé](#) de l'ACDFL et le [Programme Freggie^{MC} pour enfants](#) visent à accroître la consommation de fruits et légumes frais au Canada, mais un soutien supplémentaire en ce sens est nécessaire, notamment par le biais d'investissements essentiels comme le Programme national d'alimentation scolaire.

5. Si votre parti devait former le gouvernement, votre parti s'engage-t-il à investir dans la santé des Canadiens selon une approche de type « La nourriture comme remède » et en faisant progresser les mesures donnant suite à la recommandation du *Guide alimentaire canadien* de « viser la moitié » en remplissant la moitié de son assiette de fruits et légumes, y compris dans les marchés publics et la programmation gouvernementale?

6. Votre parti s'engage-t-il à soutenir les mesures visant à réduire les maladies liées à l'alimentation et à la faim et à atténuer les coûts de santé associés à l'insécurité alimentaire et à une mauvaise nutrition?
7. Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à faciliter la prestation du financement en temps opportun et à travailler avec les provinces et les territoires à l'avancement du développement et de la mise en œuvre du Programme national d'alimentation scolaire, ainsi qu'à veiller à ce que l'amélioration de la nutrition et la promotion de pratiques alimentaires saines, notamment par la consommation de fruits et légumes, soient des objectifs fondamentaux du programme?

Favoriser une chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes compétitive et résiliente

La chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais est l'une des chaînes d'approvisionnement les plus intégrées au monde. Ses maillons que sont le transport, l'accès frontalier et les ports d'entrée et de sortie sont essentiels pour assurer la fluidité de la circulation des biens essentiels de notre côté de la frontière. En raison du caractère périssable des fruits et légumes et des grandes quantités expédiées, les longs temps d'attente dans les ports et le manque d'efficacité de l'infrastructure des transports peuvent retarder les livraisons, augmenter les coûts pour le secteur, se traduire par des ventes perdues, entraîner la détérioration des produits et donner lieu à du gaspillage alimentaire. Une infrastructure commerciale fiable et efficace et des mesures pour assurer une circulation fluide des produits essentiels transitant par les ports maritimes du Canada et d'autres ports d'entrée sont essentielles pour soutenir à la fois notre compétitivité économique et la sécurité alimentaire dans tout le pays.

8. Si votre parti devait former le gouvernement, votre parti s'engage-t-il à réaliser des investissements de capitaux suffisants et continus dans le cadre de la Stratégie nationale sur la chaîne d'approvisionnement et du Fonds national des corridors commerciaux en vue d'améliorer les infrastructures de commerce et de transport, notamment l'infrastructure de la chaîne du froid?
9. Votre parti s'engage-t-il à établir des voies prioritaires aux ports d'entrée et à mettre en place un programme pilote réservé aux négociants fiables afin de simplifier davantage la circulation des produits essentiels et périssables à la frontière canadienne?
10. Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à mettre en place des mesures visant à accorder la priorité à la circulation des aliments et des biens essentiels aux ports d'entrée lors de situations d'urgence ou de perturbations, et à travailler à régler les causes fondamentales des perturbations de travail touchant l'infrastructure essentielle de la chaîne d'approvisionnement?

Renforcer la main-d'œuvre du secteur des fruits et légumes frais

Le secteur agricole canadien est confronté à une grave pénurie de main-d'œuvre, un manque de ressources humaines persistant à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement et dans les collectivités rurales et urbaines. Les programmes fédéraux, comme le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme des travailleurs agricoles saisonniers, sont essentiels, mais échouent actuellement à répondre pleinement aux besoins uniques du secteur des fruits et légumes frais qui exige une main-d'œuvre spécialisée et rapide pour gérer des produits périssables et éviter les retards ou les pénuries qui pourraient directement toucher la qualité et la disponibilité des aliments. Le secteur des

fruits et légumes frais de demain nécessitera une main-d'œuvre intérieure et internationale dotée d'un large éventail de compétences, notamment une expertise de plus en plus recherchée dans des domaines tels que la robotique et l'intelligence artificielle, l'ingénierie logicielle et la programmation, les systèmes d'énergie verte et l'analyse de données. Une stratégie nationale de main-d'œuvre efficace nécessitera une approche globale de la chaîne d'approvisionnement, qui prend en compte et soutient tous les aspects du secteur agroalimentaire – de la ferme à l'assiette. Le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer en soutenant les efforts éducatifs et en sensibilisant les Canadiens, en particulier les jeunes et les citoyens, aux possibilités importantes et variées qu'offre notre secteur.

11. Si votre parti devait former le gouvernement, votre parti s'engage-t-il à mettre en place une stratégie nationale de main-d'œuvre afin de répondre immédiatement aux besoins en matière de main-d'œuvre et de susciter un intérêt futur pour les carrières dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire grâce à l'éducation, à la formation et au développement des compétences?
12. Votre parti s'engage-t-il à préserver la distinction entre le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) et les autres volets du programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), notamment le volet agricole et le volet des postes à bas salaire, et à élaborer un programme permanent des employeurs reconnus dans le cadre du PTET?

Favoriser la durabilité du secteur des fruits et légumes

Dans l'ensemble du secteur agroalimentaire, on établit des cibles ambitieuses afin de réduire l'empreinte écologique de la préparation et de la distribution de produits alimentaires. Les entreprises du secteur doivent respecter des règles de durabilité de plus en plus strictes afin de soutenir leur concurrence au pays et à l'étranger dans un secteur au sein duquel on s'attend à ce qu'elles fassent des progrès en vue de générer des retombées positives sur le plan environnemental et sociétal. Établir des objectifs ambitieux en matière de durabilité sans données adéquates pour établir des références et suivre la progression mène à de l'incertitude et à des conséquences non souhaitées. L'absence de méthodes normalisées pour mesurer le rendement en matière de développement durable et en rendre compte, ainsi que les exigences variables des clients et des gouvernements, accroît les coûts et la complexité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire sans pour autant faire progresser efficacement les résultats de durabilité. Qu'il s'agisse de réduire les émissions de gaz à effet de serre au sein des chaînes d'approvisionnement, d'adopter des emballages durables ou de réduire le gaspillage et les pertes alimentaires, le gouvernement et le secteur ont besoin de meilleures données et d'efforts harmonisés pour cibler et atteindre leurs objectifs communs en matière de durabilité. Des outils novateurs et des technologies de rechange sont aussi nécessaires pour aider le secteur des fruits et légumes à lutter contre les changements climatiques tout en restant compétitif à l'échelle mondiale.

13. Si vous êtes élu, votre parti s'engage-t-il à travailler avec le secteur afin de tenir des conversations à l'échelle nord-américaine et mondiale pour harmoniser les efforts, les normes et les systèmes en vue d'atteindre efficacement nos objectifs de durabilité?
14. Si votre parti devait former le gouvernement, votre parti s'engage-t-il à prendre en charge la gestion d'une infrastructure harmonisée de collecte des déchets, de recyclage et de compostage partout au Canada, et à y investir?

15. Votre parti s'engage-t-il à créer un cadre réglementaire pour les nouveaux produits ainsi que les nouvelles technologies et pratiques commerciales afin de soutenir l'adoption de solutions plus durables, d'en atténuer les risques et de veiller à ce que l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire dispose de suffisamment de ressources pour assumer ses fonctions fondamentales, notamment celles liées aux demandes avant la mise en marché, aux réévaluations et aux homologations des pesticides à usage limité?